

«J'ai l'impression d'avoir reçu une balle dans la tête...»

Débouté de sa demande de protection internationale au Grand-Duché, Mohanad, un Irakien de 44 ans, se retrouve totalement démuné face à un avenir incertain. Il témoigne.

Les raisons de son départ d'Irak, sa venue au Grand-Duché, sa procédure de demande de protection internationale, l'assassinat de son fils aîné, les persécutions des membres de sa famille restée en Irak... Mohanad raconte tout. Débouté de sa demande de protection internationale, l'Irakien de 44 ans évoque aussi l'incertitude la plus totale en ce qui concerne son avenir.

De notre journaliste
Guillaume Chassaing

Le chemin vient de se fermer devant moi. Mohanad semble perdu et en colère aussi. «Le ministère, le tribunal... Personne ne m'a écouté au Luxembourg.» L'Irakien de 44 ans vient de se voir débouté de sa demande de protection internationale au Grand-Duché.

Parti d'Irak il y a près de trois ans, Mohanad, originaire du sud du pays, dit avoir fui son pays car il était «persécuté et menacé par la milice Al Badr». «Cette milice fait partie de la grande famille chiite Al Bata, qui a le pouvoir dans tout le pays, poursuit l'homme, qui a été chauffeur de taxi, gérant de commerces et colombophile (éleveur de pigeons). Elle sévit dans tout le pays et fait notamment des vols chez les gens. Un jour, ils sont venus chez l'un de mes voisins pour tout lui prendre. J'en ai attrapé deux et je les ai dénoncés à la police. Ils sont allés en prison, mais ils ont très vite été libérés et ont tout de suite voulu se venger. Ils sont venus dans ma maison pour me menacer ainsi que ma famille. Ils sont revenus quatre fois et ont tiré sur la maison.»

«On m'a dit qu'ici je serais bien accueilli...»

Père de cinq enfants, Mohanad décide de partir «pour protéger (sa) famille. Ils étaient en danger à cause de moi et en partant je pensais que cela irait mieux pour eux...» Il contacte son frère, qui travaille pour les Américains. Il réussit à rallier Erbil (Kurdistan), passe par la Turquie, la Grèce... «Quand je suis arrivé en Autriche, j'étais très fatigué et je ne savais pas où aller. On m'a dit qu'au Luxembourg je serais bien accueilli...» Il poursuit donc sa route, «reste dix minutes en Allemagne» avant d'arriver au

Grand-Duché. C'était il y a «deux ans et sept mois». Au Luxembourg, il séjourne au hall 6 de Luxexpo, destiné à l'époque au primo-accueil des demandeurs de protection internationale, puis à Weilerbach au foyer Heliar, à la Logopédie et aujourd'hui dans un foyer à Bonnevoie. Dans le même temps, il fait sa demande de protection internationale auprès de la direction de l'Immigration du ministère des Affaires étrangères et européennes. Elle est rejetée. Il fait un recours auprès du Tribunal administratif. Et les choses s'accroissent en fin d'année dernière.

«Je reçois de mauvaises nouvelles d'Irak, avance Mohanad. Mes enfants ont été menacés à plusieurs reprises dans leur école par la milice Al Badr. Je préviens mon avocate. On a des témoignages... Mais personne ne nous écoute.» Le Tribunal administratif rejette sa demande de protection internationale. Il fait appel.

«Ils ont tué mon fils...»

Sa femme et ses enfants quittent la maison familiale pour aller vivre chez des parents. Ils décident de mettre leur maison en location «pour avoir un peu d'argent pour vivre». Et le 30 janvier dernier, son fils aîné retourne à la maison familiale «pour faire des travaux». «Il arrive avec du matériel, raconte l'Irakien de 44 ans avec des larmes qui coulent le long de son visage. Une voiture le renverse. Une deuxième voiture arrive, s'arrête. Des hommes sortent et le frappent au visage et sur tout le corps. Il est mort deux jours plus tard à l'hôpital d'une hémorragie cérébrale... Ils ont tué mon fils.» Problème, sur le certificat de décès du garçon de 17 ans, «il est marqué qu'il est décédé lors d'un accident de la route... Les gens ne mettent pas la vérité parce qu'ils ont peur des représailles, mais toute la scène a été filmée par des caméras de surveillance des commerces de la rue.»

«Si je retourne en Irak, on va me tuer»

Le jour de la mort de son fils, Mohanad fait une tentative de suicide par scarification. Il est admis au service psychiatrique de l'hôpital du Kirchberg. Il y séjourne pendant quinze jours. Et c'est durant cette période que la Cour d'appel rejette sa



Photo : le quotidien

Mohanad estime ne pas avoir été «écouté» par le Luxembourg.

demande de protection internationale malgré l'assassinat de son fils. «Quand j'ai appris la nouvelle, j'ai eu l'impression d'avoir reçu une balle dans la tête...»

Mohanad se retrouve aujourd'hui dans l'incertitude la plus totale. «Je me sens trahi par tout le monde. Avec tous les éléments que j'ai donnés, on me dit que je suis chiite, que je peux retourner dans mon pays pour régler le problème avec la milice chiite. Mais si je retourne en Irak, on va me tuer. Aujourd'hui, je me retrouve au Luxembourg sans papiers. Je ne peux pas faire venir ma femme et mes quatre enfants qui sont en danger. Je ne veux pas perdre un autre enfant... Je suis dans une impasse.»

Aucun retour forcé en Irak

En 2017, la direction de l'Immigration du ministère des Affaires étrangères et européennes a accordé le statut de réfugié à 1152 personnes (463 Syriens, 340 Irakiens, 166 Afghans...) et 54 personnes (28 Afghans, 7 Irakiens, 6 Érythréens...) se sont vu attribuer le statut conféré par la protection subsidiaire. Dans le même temps, la demande en obtention d'une protection internationale a été refusée à 205 personnes (116 Irakiens, 12 Ukrainiens, 8 Albanais...) dans le cadre de la procédure normale,

à 152 personnes (66 Albanais, 19 Serbes, 14 Kosovars...) dans le cadre de la procédure accélérée et à 169 personnes (54 Albanais, 35 Serbes, 30 Bosniens...) dans le cadre de la procédure ultra-accelérée.

À noter que le Luxembourg n'a jamais ordonné de «retour forcé» en Irak de demandeurs de protection internationale irakiens et qu'en 2017, 21 Irakiens déboutés de leur demande de protection internationale au Grand-Duché sont retournés volontairement dans leur pays.

Ils attendent de l'aide

Vingt-cinq Irakiens campent depuis plus de deux semaines jour et nuit sur la place Clairefontaine à Luxembourg.

Ils sont toujours là. Le lundi 26 mars, 25 Irakiens s'installaient sur la place Clairefontaine à Luxembourg. Dix-huit jours plus tard, ils n'ont pas bougé et leur demande est toujours la même: «On veut de l'aide pour notre futur.» Pour la plupart déboutés de leur demande de protection internationale, ces Irakiens se retrouvent sans papiers sur le territoire luxembourgeois, mais ils ne seront vraisemblablement pas renvoyés dans leur pays d'origine, car le Luxembourg n'a jamais opéré de retour forcé en Irak. Des représentants du ministère des Affaires étrangères et européennes, de l'Asile et de l'Immigration sont venus les voir «le premier jour de notre sit-in et le premier vendredi, dit un Irakien présent depuis le début de la manifestation. «Ils nous ont dit de trouver du travail. Mais c'est compliqué. Nous n'avons pas de papiers et l'employeur doit prouver qu'il

n'y a personne d'autre que nous pour faire le travail proposé. C'est une procédure lourde pour l'employeur et pour nous.» Il poursuit en indiquant: «J'ai envoyé une lettre et mon CV à trente sociétés. J'ai eu 17 réponses négatives et les 13 autres ne m'ont pas répondu.»

«Nous avons été forcés de quitter notre pays»

Il complète: «On n'est pas là pour recevoir le RMG et rester à la maison. On a cette envie et cette motivation pour travailler, on a des compétences, on a des buts... On apprend le français, on essaye de s'intégrer. On veut rester au Luxembourg, participer à l'économie du pays...»

Ils ont également écrit et envoyé une lettre «humaine» à différents ministères et administrations pour leur faire part de leur situation et

de leur demande d'aide. Mais pour le moment, ils n'ont pas eu de réponse. Et depuis deux jours, ils récoltent des signatures pour une pétition de soutien. «Il n'y a rien d'officiel, mais on a déjà une cinquantaine de signatures, dit un Irakien. Depuis le début de notre sit-in ici, plusieurs résidents nous soutiennent. Ils viennent nous voir pour discuter ou pour nous donner à manger. Les Luxembourgeois sont généreux.»

Jusqu'à quand resteront-ils sur la place Clairefontaine? «On ne sait pas, répond un Irakien. Jusqu'au moment où on nous aidera.» «Nous avons été forcés de quitter notre pays et nous ne pouvons pas y retourner parce qu'il est en guerre et que nous sommes menacés par des milices, conclut-il. Nous voulons juste vivre en paix, en sécurité et nous intégrer au Luxembourg. Pour ça, on a besoin d'aide.»



Photo : le quotidien

Les Irakiens qui campent place Clairefontaine disent vouloir rester là «jusqu'au moment où on (les) aidera.»